



FAITS MARQUANTS DE LA CLD CDP 12: MARDI 20 OCTOBRE 2015

Mardi 20 octobre, les délégués à la CLD CdP12 se sont réunis pour le Segment de haut niveau, qui a été ouvert par le Président de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan. Des tables rondes ont eu lieu dans l'après-midi, ainsi qu'un Forum des entreprises et une Table ronde des parlementaires. Des groupes de contact ont poursuivi leurs travaux pendant l'après-midi et jusque dans la soirée pour rédiger les décisions de la CdP12.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

OUVERTURE: Dans son discours d'ouverture, Recep Tayyip Erdoğan, Président de la Turquie, a déclaré que l'humanité doit adopter une nouvelle relation avec la nature pour trouver des solutions durables au changement climatique et à la désertification. Il a is en exergue la promotion des technologies intelligentes respectueuses du climat en Turquie, ainsi que des investissements dans la réhabilitation des terres, et a appelé à renforcer la coopération internationale et à établir un nouveau système à la Conférence de Paris sur le changement climatique.

Gyan Chandra Acharya, Sous-secrétaire général et haut représentant des Pays les moins avancés, des Pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, s'exprimant au nom du Secrétaire-général des Nations Unies Ban Ki-moon, a exhorté les Parties à soutenir la NDT, dans la mesure où celle-ci promet la résilience face au changement climatique et soutient les pauvres et les plus vulnérables.

Le Président de la CdP12 Veysel Eroğlu a souligné que ces 12 dernières années, quatre millions d'hectares ont été réhabilités. Il a indiqué que sept milliards de semis ont été plantés, y compris un pour chaque délégué dans la « Forêt commémorative de la CLD CdP12 ».

Monique Barbut, Secrétaire exécutive de la CLD, a évoqué la prestance et les efforts investis dans la construction des pyramides de Giza, en soulignant que les Parties doivent être ambitieuses et bâtir des « pyramides symboliques » de GDT. Elle a averti que le changement climatique va exacerber la dégradation des terres, et qu'il peut conduire à des conflits aggravés et des activités extrémistes.

DÉCLARATION AU NOM DES GROUPES RÉGIONAUX ET DES GROUPEMENTS D'INTÉRÊTS:

S'exprimant au nom du G-77/CHINE, Barbara Thomson, Ministre adjointe aux affaires environnementales, Afrique du Sud, a souligné le besoin de mettre en œuvre la cible de la NDT en tant que moyen de réaliser d'autres ODD, notamment concernant la sécurité alimentaire et le changement climatique.

Théophile Chabi Worou, Ministre de l'environnement du Bénin, au nom des ÉTATS AFRICAINS, a mis en avant l'adoption de la cible de la NDT comme une opportunité de renouveler les engagements et les partenariats dans le cadre de la CLD. Il a appelé la CdP12 à aligner la Stratégie décennale sur la cible de la NDT.

Tenzin Dhendup, Secrétaire au Ministère de l'agriculture et des forêts, Bhoutan, au nom des ÉTATS D'ASIE-PACIFIQUE, a salué les efforts de la Turquie pour traiter la NDT, et a suggéré que les prendre comme « jalons » pour soutenir les efforts des Parties en vue d'atteindre l'ODD 15.3.

Igor Kachanovsky, Vice-Ministre des ressources naturelles et de la protection environnementale, Belarus, au nom de la CEE, a estimé que la NDT est un défi et une opportunité, et a suggéré que la CLD soit chargée du processus de suivi. Il a appelé à augmenter le financement pour la dégradation des terres dans la FEM-7 et à établir des synergies entre les Conventions de Rio.

Lina Dolores Pohl Alfaro, Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, El Salvador, au nom du GRULAC, a salué les efforts de la Secrétaire exécutive et du Secrétariat. Elle a estimé que, même incluse dans les ODD, toute cible relative à la NDT doit être volontaire et sans conditionnalités d'accès aux ressources financières et technologiques.

Camille Gira, Secrétaire d'État au développement durable et aux infrastructures, Luxembourg, au nom de l'UE, a indiqué que l'UE espère voir la CdP12 adopter une définition de la NDT fondée sur la science et intégrer la cible relative à la NDT dans la Convention.

Noel Oettlé, du Groupe de suivi environnemental, au nom des OSC, a identifié les facteurs de réussite des entreprises ayant un triple résultat: une vision collective, une connaissance environnementale et une gouvernance transparente et équitable; et un environnement réglementaire sûr, des partenaires honnêtes, et des consommateurs disposés à récompenser les producteurs pour les bénéfices sociaux et environnementaux qu'ils génèrent.

TABLES RONDES: Du niveau mondial au niveau local: transformer la neutralité en matière de dégradation des terres en actions:

Mahama Ayariga, Ministre de l'environnement, des sciences, des technologies et de l'innovation, GHANA, a présidé la table ronde modérée par Paddy Woodworth, The Irish Times. Ayariga a souligné l'importance des ODD pour les efforts déployés afin de traiter la DDTs.

Gunnar Sveinsson, Ministre des affaires étrangères, ISLANDE, a fait un exposé relatif à l'expérience de l'Islande dans le traitement de la dégradation des terres au niveau national, et à travers le Groupe d'Amis sur la DDTs à New York, mis en place pour l'Islande, la Namibie et le bureau de la CLD à New York.

L'AFRIQUE DU SUD et d'autres ont souligné que la NDT est devenue un objectif mondial avec l'adoption des ODD. Plusieurs pays ont évoqué des actions au niveau national, y compris à travers le Défi de Bonn. Le KIRGHIZSTAN a signalé que les déversements de déchets dans l'eau affectent les pays en aval. Le TIMOR-LESTE a relié l'érosion des sols dans les zones montagneuses à la dégradation accrue des sols et à leurs fertilité réduite.

De nombreux pays ont appelé, entre autres: à des outils et mesures politiques efficaces; à des projets scientifiques et techniques; et à des ressources financières pour mobiliser des efforts pour lutter contre la dégradation des terres. Certains ont suggéré d'établir des « cadres de collaboration » pour échanger des informations, ainsi que des approches intégrées, rassemblant les ministères et parties prenantes concernés, tout en incorporant des connaissances scientifiques et traditionnelles pour lutter contre la dégradation des terres.

Les intervenants ont évoqué des défis, comme les tempêtes de sable, la sécurité alimentaire, l'appauvrissement des sols, les sécheresses extensives, les aléas climatiques extrêmes, et les



impacts des réfugiés sur les forêts et les ressources en eau. Les pays ont signalé parmi les moteurs de dégradation des terres la pression démographique, la pauvreté, le changement climatique et les conflits.

Par message vidéo, la Directrice générale du FEM Naoko Ishii a annoncé 3 millions USD pour l'établissement par les pays des cibles de NDT. Le PNUE a estimé que la DDTs détruit les environnements, les sociétés, et « notre humanité et sécurité commune ».

L'UE a souligné la disponibilité de fonds européens pour la DDTs. L'ALLEMAGNE a souligné que la NDT mise en œuvre au niveau national offre un objectif commun pour surveiller les progrès accomplis. La SUISSE a attiré l'attention sur le WOCAT.

Les OSC ont souligné la prévention de la dégradation des terres plutôt que la réhabilitation des terres. Woodworth a résumé les messages clés en signalant: le besoin urgent de traiter la dégradation des terres; les liens entre dégradation, migration et conflit; et la volonté politique pour soutenir la NDT.

Adaptation à la sécheresse: Intégrer les politiques de gestion des sécheresses dans les Programmes nationaux et réduire les effets de la sécheresse: Pohamba Shifeta, Ministre de l'environnement et du tourisme, NAMIBIE, a présidé cette table ronde modérée par Saadet Oruc, journaliste turc. Rajendra Singh, de Tarun Bharat Sangh, Inde, a exposé la gestion des sécheresses en Inde à travers la collecte d'eaux de pluie, et a appelé à une « science de sens commun » ainsi qu'à des programmes d'éducation pour sensibiliser les personnes vivant dans des zones affectées. Le Président Shifeta a suggéré que la CLD prenne les rennes de la formulation d'une approche proactive à la préparation aux sécheresses.

Les délégués ont discuté, entre autres, des coûts de la prévention des sécheresses comparés à ceux de la gestion des sécheresses; du besoin de politiques et de plans nationaux de prévention; de l'importance des centres régionaux de prévision soutenus par l'Organisation météorologique mondiale (OMM); et d'intégrer les connaissances traditionnelles aux technologies modernes. Plusieurs Parties ont partagé leurs expériences en la matière.

EL SALVADOR, CUBA et les PHILIPPINES ont noté que El Niño est en train de poser des défis supplémentaires. Le ZIMBABWE a plaidé pour des politiques de « réduction du risque de sécheresse » au niveau international. L'UE et les OSC ont plaidé pour des politiques novatrices de gestion des sécheresses, en soulignant le besoin d'inclure les communautés locales dans leur formulation et leur mise en œuvre.

Le Modérateur Oruc a posé des questions concernant le renforcement de la mise en œuvre de la Convention, le rôle des pays industrialisés, et sur les enseignements à tirer de la crise actuelle des migrants en Europe. EL SALVADOR a mis en exergue les systèmes de partage d'information entre pays, et d'autres ont soutenu de s'appuyer sur les connaissances traditionnelles pour atténuer les effets des sécheresses. L'UE a suggéré de se centrer sur l'approvisionnement en eau potable, et l'OMM a souligné qu'il convient de traiter conjointement le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes, les ODD et la DDTs, et d'adopter une approche multinationale pour mettre en œuvre des solutions durables. L'ÉRYTHREE a appelé à traiter les causes économiques des migrations.

Adaptation foncière au changement climatique: La résilience à travers la gestion durable des terres: Cette table ronde a été modérée par Guillermo Altares, El País, et co-présidée par Abdeladim Lhafi, Haut commissaire aux eaux, aux forêts et au contrôle de la désertification, MAROC, et Gabriel Quijandria Acosta, Vice-Ministre du développement stratégique des ressources naturelles, PÉROU.

Plusieurs participants ont souligné les effets du changement climatique aux niveaux national et local, les liens entre la dégradation des terres, les migrations, l'instabilité sociale et la paix, et le besoin d'améliorer les synergies entre les Conventions de Rio.

De nombreux pays ont rapporté leurs efforts pour affronter le changement climatique et la dégradation des terres, y compris à travers: des mesures politiques et législatives; la planification de l'utilisation des terres et la gestion des zones côtières; la conservation des forêts et le contrôle de l'érosion; l'agro-écologie; et les partenariats tels que l'Alliance mondiale sur les zones arides, le Fonds international pour sauver la mer d'Aral, et les systèmes d'alerte précoce. Quelques interventions ont souligné les finances locales et l'établissement de mécanismes

de financement, y compris le Fonds pour la NDT. Quelques participants ont souligné le besoin de renforcer la résilience des communautés locales.

Braulio Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a affirmé que la perte d'écosystèmes et des ressources génétiques réduit la résilience des terres et la capacité des populations humaines à s'adapter au changement climatique. La FAO a suggéré que les conclusions et recommandations du rapport à paraître sur l'Etat des ressources mondiales issues des sols pourraient guider l'action sur la GDT.

Le SOUDAN a suggéré d'élaborer une Stratégie de GDT sur le modèle de la Stratégie de réduction de la pauvreté de la Banque mondiale.

Le MAROC a souligné le besoin d'informations spatiales détaillées. La ZAMBIE a décrit son audit national des terres en cours de mise en œuvre. Les PAYS-BAS ont souligné le rôle des consommateurs et du secteur privé, et l'ITALIE a souligné l'importance d'un système de suivi, de rapport et de vérification.

L'UE a souligné l'importance de la sécurité de la tenure foncière. La France a promis de garantir que la Conférence de Paris sur le changement climatique porte une attention spécifique aux actions concrètes permettant de traiter la DDTs et la sécurité alimentaire.

En conclusion, Altares a noté que la NDT est la « pièce manquante » pour combler le fossé des émissions. Lhafi a plaidé pour des solutions qui traitent le changement climatique et la dégradation des terres dans toute leur complexité. Quijandria Acosta a appelé à changer de paradigme en matière de financement climatique, car les fonds actuellement disponibles pour affronter le changement climatique sont insuffisants.

GROUPES DE CONTACT

Groupe de contact sur le Programme et le Budget:

Le groupe s'est réuni dans la soirée de mardi et a abordé la proposition de programme et de budget pour la prochaine période biennale. Les délégués ont examiné ligne par ligne le budget, en abordant les tableaux relatifs à la direction exécutive et à la gestion; les relations extérieures, la politique et la défense; la gestion des connaissances, la science et la technologie; la facilitation et le suivi et la mise en œuvre; les services administratifs; et le MM. Le groupe poursuivra ses discussions mercredi.

Groupe de contact sur le CRIC: Ce groupe s'est réuni tout au long de l'après-midi et dans la soirée, pour examiner les décisions relatives aux flux financiers et l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention au regard des objectifs opérationnels de la Stratégie. Les délégués ont parachevé la décision sur la collaboration avec le FEM. Ils ont reporté la discussion sur les procédures et mécanismes institutionnels additionnels pour aider la CdP dans la vérification de la mise en œuvre, afin de permettre les groupes régionaux de conduire des consultations. Concernant les flux financiers, après des discussions extensives, les délégués sont convenus de réviser les paragraphes du préambule en notant le besoin de ressources additionnelles pour soutenir, entre autres: la réalisation des objectifs sur la DDTs et la GDT, ainsi que les activités facilitatrices connexes telles que l'établissement de niveaux de référence, la fixation de cibles et le partage des meilleures pratiques; la mise en place et la mise en œuvre de Cadres d'investissement intégrés (CII) et de Stratégies de financement intégrées (SFI); et un accès plus large au financement provenant de sources autres que le FEM. Le groupe a décidé d'inviter les pays développés Parties à augmenter leurs engagements financiers, et d'inviter par ailleurs tous les autres bailleurs de fonds à offrir des soutiens volontaires, y compris le secteur privé, pour inverser la dégradation des terres. Le groupe a également achevé des paragraphes appelant au soutien financier d'une évaluation des besoins prioritaires pour la Stratégie 2018-2030, et a décidé de les transférer vers la décision sur les programmes d'action nationaux.

DANS LES COULOIRS

Les discussions des groupes de contact se sont poursuivies dans la soirée sur un fond alléchant de musique sénégalaise et de préparatifs en vue d'un dîner de haut niveau dans la hall d'entrée du site, ce qui a conduit les délégués à faire des remarques sur la difficulté à se concentrer, l'un des groupes étant réuni depuis le déjeuner sans discontinuer. Au cours du segment de haut niveau, les ministres ont été encouragés à pousser leurs délégations à garder en tête les objectifs supérieurs de la Convention, et certains se sont demandés comment ce message pourra-t-il se changer en texte dans les groupes de contact.